

19 avril – France Travail, RSA

Exigences de la solidarité ou stigmatisation : le gouvernement doit choisir.

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) se rend ce 19 avril au « comité des parties prenantes » pour entendre une clarification de la part du Gouvernement sur ce qu'il entend faire de France Travail.

S'agit-il d'avancer vers l'insertion par l'emploi des personnes en précarité dans notre pays et notamment des allocataires du RSA sur une base exigeante d'engagement réciproque entre la société et ces personnes ? Ou s'agit-il d'emporter les pauvres et les précaires dans une nouvelle machinerie bureaucratique avec des injonctions qui ne feraient que compliquer plus encore des destins de vie si multiples, pour mieux les livrer à la stigmatisation ?

En l'état des travaux présentés par le ministère du Travail et de déclarations successives des membres de l'exécutif qui sèment le trouble, une clarification s'impose de la part du gouvernement alors que s'étend un malaise dans la solidarité dans notre pays.

« Une injonction à travailler ne réglera pas les lourdes difficultés – et d'abord celles des femmes - pour garder les enfants, s'occuper de parents âgés malades, se déplacer, surmonter de lourdes difficultés de la vie et de santé, parfois des addictions, dans les villes comme dans les campagnes. Elle ne suffira pas non plus à apaiser les préoccupations légitimes des salariés et des indépendants qui ne parviennent pas à finir les fins de mois et qui attendent surtout que leur travail soit reconnu, que celles et ceux qui le devraient participent plus au financement de la solidarité. » Pascal Brice, Président de la Fédération des acteurs de la solidarité

Porteuse de la dignité des personnes privées d'emploi, en pauvreté et en précarité, lucide sur les interrogations de celles et ceux toujours plus nombreux qui travaillent et ont pourtant des difficultés à vivre, la Fédération des acteurs de la solidarité partage une volonté de ne laisser personne au bord du chemin alors que s'ouvre la perspective du plein-emploi.

« Cela passe par un accompagnement adapté au parcours de chaque personne, attentif à la diversité de leurs fragilités et aspirations, avec des dispositifs prenant appui sur l'action des différents acteurs et notamment des associations et des intervenants sociaux sur les lieux de vie des personnes. Des moyens à la hauteur sont aussi nécessaires notamment pour l'insertion par l'activité économique pour sortir de la crise profonde de reconnaissance du travail social sans lequel rien ne sera possible. Et ce alors que les orientations sur la politique du logement, de la garde d'enfants et plus globalement du Pacte des solidarités sont attendues. » Pascal Brice, Président de la Fédération des acteurs de la solidarité

C'est de cette intensité là qu'ont besoin les personnes privées d'emploi. C'est cette main tendue que les personnes prendront en allant vers la formation et l'emploi dans toute la mesure de leur possible.

Il est temps que le gouvernement rétablisse la confiance avec les personnes concernées et avec les « parties prenantes » en clarifiant ses intentions pour que s'amplifie la mobilisation contre la pauvreté dont notre pays a besoin.

Contact presse à la Fédération des acteurs de la solidarité

Laure Kuntzinger

06 31 16 27 90 - laure.kuntzinger@federationsolidarite.org

A propos de la Fédération des acteurs de la solidarité

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) est un réseau de plus de 900 associations et structures qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité. Elle est composée d'une fédération nationale et de 13 fédérations régionales sur l'ensemble du territoire. La Fédération lutte contre les exclusions, promeut l'accompagnement social global et favorise les échanges entre tous les acteurs du secteur social. La FAS représente 2 800 établissements et services dans les secteurs de l'insertion par l'activité économique, de la veille sociale, de l'hébergement, du logement adapté, du médico-social ou encore dans l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés. La Fédération soutient ses adhérents, les forme et les conseille. Elle agit également auprès des pouvoirs publics pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire. Elle participe enfin à des projets d'innovation sociale dont plusieurs sont soutenus par l'Etat, tels que les programmes SEVE Emploi et Respirations. www.federationsolidarite.org